

Questions orales

conseil d'administration de Radio-Canada s'apprête à effectuer ces compressions en embauchant une firme externe chargée de trouver des façons de sabrer dans les services de la SRC?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, c'est une façon extrêmement tendancieuse d'interpréter ce que fait le conseil d'administration de Radio-Canada. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs qu'on entend des interprétations tendancieuses. Ce que fait le conseil d'administration de Radio-Canada, c'est de chercher la meilleure expertise pour savoir comment Radio-Canada peut être rendue plus efficace devant le défi que soulève l'autoroute de l'information.

* * *

LES MINORITÉS LINGUISTIQUES

M. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre du Patrimoine.

L'été dernier, le gouvernement du Canada annonçait que 26 agences et ministères seraient appelés à préparer un plan d'action déterminant les gestes à poser pour promouvoir le développement des communautés linguistiques minoritaires du Canada conformément aux articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles.

Le ministre peut-il nous dire aujourd'hui quelles mesures il entend prendre pour s'assurer que les 26 agences et ministères en question lui fassent parvenir un plan dans les délais prescrits, c'est-à-dire d'ici la fin du mois courant?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, la question très pertinente de mon collègue me donne l'occasion d'informer cette Chambre, ceux qui sont intéressés à avoir de l'information, bien sûr, que le ministère du Patrimoine a déjà reçu des ébauches de la moitié des plans d'action et d'affaires desdits organismes et s'attend à recevoir officiellement tous les plans à la fin du mois de juin, le 30 juin, tel qu'on nous l'avait demandé. De plus, les 26 organismes concernés ont désigné des coordonnateurs pour s'assurer que les plans soient bien développés non seulement ici, mais pour ceux qui ont des représentants en dehors d'Ottawa, ils ont des coordonnateurs en dehors d'Ottawa également.

* * *

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Herb Grubel (Capilano—Howe Sound, Réf.): Monsieur le Président, je voudrais poser une toute première question au sujet des très nombreuses promesses que les libéraux n'ont pas tenues. Je veux parler de la promesse de remplacer la TPS par un dispositif qui serait notamment plus juste à l'égard des consommateurs. La vice-première ministre a promis de démissionner si la TPS n'avait pas été remplacée un an après les élections.

Le ministre des Finances peut-il nous dire pourquoi le gouvernement n'a pas tenu promesse?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas besoin d'encouragements pour réparer les dommages causés par la TPS, mais s'il lui en fallait, la nécessité de garder la vice-première ministre en poste suffirait amplement.

M. Herb Grubel (Capilano—Howe Sound, Réf.): Monsieur le Président, les réformistes ont toujours su que le gouvernement n'a aucun dispositif qui remplacerait la TPS et qui, selon le livre rouge, «produira des recettes tout aussi élevées, sera plus juste à l'égard des consommateurs et des petites entreprises et sera moins un casse-tête pour les PME». Aucun dispositif de ce genre ne peut être créé en moins d'un an.

● (1450)

Ma question s'adresse encore au ministre des Finances. Cette promesse oubliée est-elle symptomatique de l'incompétence des libéraux ou encore de leur volonté de promettre n'importe quoi pour être élus?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, d'après l'extrait que le député nous a cité en guise de préambule, je serais porté à croire que le Parti réformiste tient à ce que nous maintenions la TPS telle quelle.

Toutefois, j'ai le grand regret d'informer mon collègue que, dans ce domaine comme dans bien d'autres, nous n'accepterons pas la recommandation du Parti réformiste.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Pierre de Savoye (Portneuf, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Patrimoine.

Dans une autre note de service datée du 23 mai dernier, le président-directeur général de la SRC informait ses employés de l'élimination de 1 000 postes d'ici septembre 1995, dont environ 350 mises à pied à court terme.

De plus, M. Beatty ajoutait que le nombre exact de postes à éliminer dans divers établissements n'est pas encore fixé, le Comité de planification et d'allocation des ressources n'ayant pas encore, à ce jour, approuvé les plans de gestion.

Le ministre du Patrimoine est-il conscient que le personnel du réseau français, et notamment au Québec, est particulièrement anxieux quant aux décisions que s'apprête à prendre ce comité, compte tenu que les francophones y sont très minoritaires?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion à la Chambre d'expliquer à plusieurs reprises que nous avons plusieurs opéra-